

Sébastien Delogu et les liaisons dangereuses des Insoumis marseillais (comme de la gauche Payan) avec le régime Tebboune

Les déclarations tenues à plusieurs reprises par Sébastien Delogu, notamment lorsqu'il était en Algérie où il affirmait avoir été extrêmement bien accueilli au plus fort de la polémique autour de la détention de Boualem Sansal, puis en France lorsqu'il déclarait "ici c'est l'Algérie" ou encore "Marseille, c'est la DZ", semblent s'inscrire dans une stratégie électorale communautariste explicite.

Atlantico : Et est-ce que cela fait aussi le jeu de la propagande du régime algérien, qui pourrait se féliciter d'avoir ce type de relais en France ?

Michel Fayad : Oui, les déclarations de Sébastien Delogu ne sont pas le fruit de l'improvisation. Elles relèvent clairement d'une stratégie électorale ciblée. Delogu s'affiche proche de l'Algérie, avec drapeaux, voyages symboliques et déclarations emphatiques qui parlent directement à l'électorat franco-algérien dans certains quartiers de Marseille. On voit là un ciblage communautaire assumé, qui cherche à créer un lien émotionnel et identitaire avec des populations précises, en s'adressant à elles non pas comme citoyens français, mais comme membres d'une communauté.

L'effet sur le régime d'Abdelmadjid Tebboune est indirect mais réel. Même sans coordination, toute légitimation symbolique d'éléments de la diaspora contribue au narratif officiel algérien et peut renforcer l'image du régime comme incontournable.

À cela s'ajoute un facteur local souvent négligé : le تكليف شرعي (tekliif charii). Certaines mosquées de Marseille (et d'ailleurs) donnent, implicitement ou explicitement, l'obligation aux fidèles de soutenir certaines listes ou candidats. Cela ne signifie pas que Delogu coordonne avec ces mosquées, mais dans la pratique, cela renforce sa base électorale, car une partie de la communauté reçoit un message moral et religieux qui s'ajoute aux gestes symboliques de l' élu. L'effet combiné est puissant : la stratégie de Delogu capte l'électorat communautaire tout en s'inscrivant dans un cadre symbolique qui dépasse le simple discours politique.

Karim Maloum : Dans l'affaire Delogu, il existe en réalité une convergence de stratégies et d'intérêts. On présente souvent Sébastien Delogu comme quelqu'un de peu cultivé – c'est ce qui se dit – mais je tiens à dire que j'ai du respect pour lui. C'est un député de la République, élu par des Français, et aujourd'hui candidat aux municipales à Marseille. Cela mérite le respect. Mais dans ses déclarations, il dit les choses de manière brute, sans nuance. Il n'est d'ailleurs pas le seul. De Carlos Martens Bilongo à Sébastien Delogu, plusieurs députés de [La France insoumise](#) tiennent un discours similaire. Ces derniers temps, certains cadres de ce mouvement ont défrayé la chronique par une vision que je qualifierais de clientéliste, souvent communautariste, et parfois même séparatiste.

Pour eux, c'est un levier de développement politique, un levier de croissance électorale. Le problème de La France insoumise, comme celui de Renaissance, c'est qu'il s'agit d'un parti à l'échelle nationale qui a réalisé 22 % à l'élection présidentielle en arrivant troisième, mais qui est

quasiment absent au niveau local. Cette faiblesse d'implantation territoriale pose un vrai problème stratégique. Alors ils ont trouvé une ligne politique qu'ils développent depuis plusieurs années : le discours traditionnel sur le prolétariat et les travailleurs a été remplacé par un discours centré sur les quartiers populaires et sur les enfants issus de l'immigration. Et si l'on reste à Marseille, il faut rappeler que cette ville a toujours entretenu un lien géographique, politique et historique très fort avec l'Algérie. Il y a une présence algérienne importante à Marseille. Dans ce contexte, Sébastien Delogu ne se gêne pas pour développer un discours clientéliste et communautariste, particulièrement dans les quartiers nord.

La rhétorique « Marseille, c'est la DZ » a-t-elle visé à consolider un ancrage communautaire dans certains quartiers ? N'est-ce pas aussi cultiver une ambiguïté vis-à-vis de la DZ Mafia alors même que les guerres territoriales entre narcos ensanglantent la ville (cas Amine Kessaci) ?

Michel Fayad : Oui, c'est une affirmation qui vise clairement à renforcer l'ancrage communautaire. Dire « Marseille, c'est la DZ » crée un sentiment d'appartenance et de proximité pour certains habitants, surtout dans les quartiers populaires du nord de la ville. C'est un moyen de dire : « Je vous comprends, je vous représente », et ça fonctionne politiquement.

Mais cette formule pose un vrai problème. Dans le même temps, « DZ » est utilisé par la DZ Mafia, un réseau de narcotrafic impliqué dans des violences comme celles qui ont coûté la vie à Amine Kessaci. Même si Delogu n'a aucun lien avec ces réseaux, utiliser ce terme participe à une porosité symbolique dangereuse. Il banalise, de façon involontaire, un vocabulaire lié au crime, ce qui peut fragiliser l'autorité de l'État et donner un sentiment de légitimité à certains codes criminels dans la rue.

C'est là que le rôle du teklif charii est à nouveau indirectement pertinent.

Dans les mêmes quartiers, certaines mosquées orientent le [vote](#) des fidèles vers des candidats communautaires, y compris ceux qui utilisent ces slogans identitaires. On voit donc une convergence : un discours politique communautaire qui touche directement un électorat déjà structuré par des logiques religieuses et sociales. Le mélange est subtil mais réel, et il participe à une segmentation de l'espace politique local.

Est-ce que ce n'est pas simplement un calcul politique ? Une tactique ?

Karim Maloum : Non, ce n'est pas une tactique ponctuelle, c'est une stratégie construite et assumée depuis cinq ans, notamment par Jean-Luc Mélenchon. L'année dernière encore, il disait à ses sympathisants de ne pas perdre de temps à travailler certains segments traditionnels de l'électorat, mais d'aller là où ils pouvaient gagner : dans les quartiers populaires. C'est donc une ligne stratégique. Delogu met en pratique cette stratégie. On ne peut pas lui reprocher d'appliquer ce que son mentor politique lui demande de faire.

Du côté algérien, y a-t-il un avantage à disposer en France d'élus qui reprennent certains éléments de langage du régime ?

Karim Maloum : Oui. Depuis plusieurs années, et plus encore depuis l'arrivée d'Abdelmadjid Tebboune à la tête de l'Algérie, le pouvoir algérien a désigné la France comme un adversaire politique. Dans cette logique, il a besoin de relais en France, ce que j'appelle une cinquième colonne. Quand Sébastien Delogu s'est rendu en Algérie au mois de juillet, tout le monde a entendu ses déclarations. Elles ont étonné, parfois fait sourire, mais elles ont surtout marqué. Il n'a même pas osé évoquer le cas de Boualem Sansal, qui était alors détenu. Il n'a pas prononcé son nom. À l'écouter, l'Algérie était presque la Mecque de la démocratie et de la liberté.

D'ailleurs, son propre parti a publié un communiqué sur X précisant qu'il s'était exprimé à titre personnel et qu'il n'engageait ni le groupe parlementaire ni le mouvement. Cela montre qu'il est allé très loin, au point que son parti a pris ses distances. Il est même allé jusqu'à revendiquer une identité algérienne. Il est issu d'une famille pied-noir ; ses parents ont travaillé en Algérie et il est né là-bas. Je précise toutefois une chose : si l'on défend le droit du sol en France, on ne peut pas refuser à quelqu'un né en Algérie le droit de revendiquer une part d'identité algérienne. Sur ce point, il a le droit de le dire. Mais ce qui interpelle, c'est la mise en scène : embrasser le drapeau algérien, affirmer que Marseille appartient à l'Algérie... C'est un positionnement politique fort.

Lorsqu'il parle de "Marseille, c'est la DZ", dans le contexte marseillais marqué par la DZ Mafia et les guerres de narcotrafiquants, n'y a-t-il pas une ambiguïté dangereuse ?

Karim Maloum : Les mots ont un sens. À Marseille, quand on parle de "DZ", beaucoup pensent immédiatement à la DZ Mafia. Il ne l'a pas explicitement dit, mais l'ambiguïté existe. Et dans le contexte actuel, ce n'est pas neutre. Les guerres de territoires entre narcotrafiquants ont ensanglanté la ville. Récemment encore, un travailleur social, Amine Khessassi, a été assassiné. Dans un tel climat, employer cette expression n'est pas anodin.

Je ne crois pas à une erreur de communication. Je pense qu'il a fait un choix politique. La DZ Mafia est très implantée dans les quartiers nord. Revendiquer la "DZ", même sans prononcer le mot mafia, peut être interprété comme une manière d'envoyer un signal. Être toléré dans certains territoires, bénéficier d'une forme de soutien indirect, cela peut peser électoralement. Il existe par ailleurs des liens anciens entre certains réseaux criminels, l'Algérie et des logiques communautaristes. La DZ Mafia existe depuis les années 1970. Elle a investi en Algérie, financé des

biens, parfois même des partis ou des dirigeants, afin d'assurer des relais et de blanchir de l'argent. Dire "Marseille, c'est la DZ", c'est donc un positionnement qui peut être perçu comme un appel du pied. Avec 14 % dans un sondage récent, cela peut suffire à se maintenir au second tour et à peser dans certains arrondissements.

Benoît Payan a-t-il adopté une stratégie plus institutionnelle mais politiquement comparable, en valorisant de manière appuyée les liens avec l'Algérie ?

Michel Fayad : Oui, mais d'une manière plus « institutionnelle ». Benoît Payan ne joue pas la rue, il joue sur la valorisation officielle des liens historiques et culturels entre Marseille et l'Algérie : visites officielles, hommages, coopérations culturelles et économiques. La forme est différente, plus « respectable », mais l'effet politique peut être similaire : sécuriser un socle électoral communautaire.

Encore une fois, le teklif charii peut amplifier ce type d'action. Lorsqu'une mosquée recommande de soutenir des candidats qui mettent en avant les liens avec l'Algérie, les gestes institutionnels de Payan se traduisent en votes concrets. La distinction entre Delogu et Payan est surtout stylistique : l'un agit par l'émotion et l'identitaire, l'autre par le symbolique institutionnel, mais tous deux mobilisent le même électorat communautaire

Benoît Payan, actuel maire de Marseille, parle lui aussi de liens indéfectibles avec l'Algérie et de Marseille comme ville-monde tournée vers la Méditerranée. Où se situe la frontière entre reconnaissance d'une réalité sociologique et clientélisme électoral ?

Michel Fayad : C'est une frontière ténue mais cruciale. Reconnaître que Marseille a une population franco-algérienne importante et une histoire commune, c'est de la sociologie politique. Cela n'a rien de problématique.

Le clientélisme commence quand l'identité d'origine devient le pivot du discours et que l'élu s'adresse à la communauté comme bloc électoral distinct, plutôt qu'à des citoyens français. Cette ligne est franchie lorsque les mosquées utilisent le teklif charii pour influencer directement le vote : l'action politique cesse d'être universelle pour devenir communautaire. Dès lors, le discours identitaire ne reflète plus la réalité sociologique, mais devient un instrument de segmentation et d'achat de voix, avec un vrai impact sur la structuration de l'électorat.

Karim Maloum : Il existe effectivement des liens familiaux et historiques évidents entre Marseille et l'Algérie. Personne ne peut le nier. Marseille est tournée vers la Méditerranée, et l'Algérie est à moins de mille kilomètres. Mais la question est celle de l'usage politique de cette réalité.

Il faut rappeler que Samia Ghali, adjointe au maire, a joué un rôle important. Lorsque Boualem Sansal était détenu, beaucoup ont demandé que son portrait soit affiché à la mairie de Marseille. Cela a été refusé. Ce sont des signaux politiques. Il y a une concurrence sur le terrain du communautarisme. La France insoumise va plus loin, plus frontalement. Les socialistes le font de manière plus subtile, plus nuancée. Delogu, lui, brûle les étapes : drapeau algérien, déclarations identitaires, positionnement affirmé. Benoît Payan ne tient pas ce type de propos aussi directement, mais la bataille électorale à gauche pour capter l'électorat des quartiers nord est bien réelle.

Ces territoires ont été abandonnés par la droite depuis longtemps. La République les a parfois laissés de côté, et en retour ces quartiers se sont éloignés d'elle. Cela a laissé le champ libre à des stratégies clientélistes et communautaristes. Aujourd'hui, la concurrence à gauche est intense sur ces terrains. Reste à voir comment les électeurs de ces quartiers se prononceront.

Cette séquence révèle-t-elle une concurrence interne à gauche pour capter l'électorat issu de l'immigration algérienne ? On sait notamment que Samia Ghali a ait directement campagne à Marseille pour mobiliser la diaspora aux côtés d'Abdelmajid Tebboune ?

Michel Fayad : Oui, et cette concurrence est très nette. Delogu cherche à mobiliser directement les jeunes et habitants des quartiers populaires par l'identité, Payan sécurise son électorat via les gestes symboliques institutionnels, et Samia Ghali agit par ses réseaux et la diaspora pour soutenir Tebboune. Chaque camp tente de se présenter comme le représentant le plus légitime de l'électorat franco-algérien.

Le tekliif charii intervient ici comme facteur supplémentaire : les mosquées peuvent influencer le vote vers un candidat ou un autre, ce qui donne un poids réel à cette compétition communautaire. La gauche marseillaise se retrouve donc dans une surenchère symbolique et électorale, où le vote n'est plus seulement déterminé par les projets municipaux ou nationaux, mais aussi par l'identité et par l'orientation religieuse de certaines structures locales.